

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOMAFI-SOGUAFI**

Société Anonyme au capital de 21 181 215 euros  
Siège social : Zone industrielle des Mangles 97232 Le Lamentin (Martinique)  
303 160 501 R.C.S. Fort de France

*Comptes sociaux au 31 décembre 2017*  
*Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018*

**I. — Bilan**

En euros

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0
Créances sur les établissements de crédit	28 478 802	748 972
Dont créances à vue	28 478 802	748 972
Opérations avec la clientèle (actif)	110 077 205	337 825 359
. Autres concours à la clientèle	110 077 205	319 873 864
. Comptes ordinaires débiteurs	0	17 951 495
Obligations et autres titres à revenu fixe/variable	27 900 232	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	1 526 245
Crédit-bail et location avec option d'achat	82 342 850	84 435 756
Immobilisations incorporelles	74 458	73 448
Immobilisations corporelles	542 334	687 657
Autres actifs	6 546 079	4 505 045
Comptes de régularisation (actif)	3 330 839	1 164 856
<b>Total actif</b>	<b>259 292 799</b>	<b>430 967 339</b>
<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit	48 350 539	885 452
. Dettes à vue	53 285	885 452
. Dettes à terme	48 297 254	0
Opérations avec la clientèle (passif)	60 077 647	271 318 754
. Autres dettes à vue	2 920 798	7 415 812
. Autres dettes à terme	0	143 832 009
. Autres dettes à terme avec clientèle financière	57 156 849	120 070 933
Dettes représentées par un titre	0	0
. Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0
. Emprunts obligataires	0	0
Autres passifs	15 962 025	16 245 917
Comptes de régularisation (passif)	8 736 416	7 085 920
Provisions pour risques et charges	2 940 700	17 463 117
Dettes subordonnées	0	0
Aut. D.sub a terme d. I.	0	0
Dettes rattachées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	711 937	711 937
Capitaux propres Hors FRBG	122 513 534	117 256 242
Capital souscrit	21 181 215	19 063 095
Réserves & primes d'émission	96 075 027	79 894 179
Provisions règlementées et subvention investissement		
Report à nouveau (+/-)	0	18 298 969
Résultat de l'exercice (+/-)	5 257 291	0
Résultat en instance d'approbation		
Résultat net		
<b>Total passif</b>	<b>259 292 799</b>	<b>430 967 339</b>
<b>Hors bilan</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	1 630 464	703 573
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	797 125	1 016 125

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés

(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées

**II. — Compte de résultat**

En €		
	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	12 476 753	23 062 077
Intérêts et charges assimilées	-8 196 456	-9 925 208
Produits sur opérations de crédit-bail	55 308 833	52 079 756
Charges sur opérations de crédit-bail	-33 089 187	-36 080 888
Produits sur opérations de location simple	1 236 423	1 522 368
Charges sur opérations de location simple	-939 309	-1 238 369
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits)	6 371 966	7 210 266
Commissions (charges)	-5 607 396	-4 856 200
Gains ou pertes s/OP des portefeuilles de nég	0	0
G ou P s/OP des portefeuilles de placement	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	7 486 979	3 893 909
Autres charges d'exploitation bancaire	-540 903	-474 405
Produit net bancaire	34 507 703	35 193 305
Frais de personnel	-12 635 087	-13 054 842
Participation des salariés	-420 442	-555 965
Frais généraux	-13 159 278	-11 684 660
Coûts d'acquisition	0	0
Dot aux amort et prov sur immo	-229 974	-238 267
Résultat brut d'exploitation	8 062 922	9 659 571
Coût du risque	-2 519 177	-762 284
Résultat d'exploitation	5 543 744	8 897 287
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-286 453	3 100
Résultat courant avant impôt	5 257 291	8 900 387
Impôt sur les bénéfices	0	-3 591 480
Dot/Rep de FRBG et prov réglementées	0	0
Résultat net	5 257 291	5 308 906

**Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices en €**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	7 269 825	19 063 095	19 063 095	19 063 095	21 181 215
Nombre des actions ordinaires existantes	484 655	1 270 873	1 270 873	1 270 873	1 412 081
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
. Par conversion d'obligations					
. Par exercice de droits de souscription					
Chiffres d'affaires hors taxes	55 098 182	99 650 548	82 470 405	80 051 203	60 901 525
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	6 097 287	8 425 780	12 337 904	9 694 618	5 907 708
Impôt sur les bénéfices	2 354 237	2 453 243	3 601 627	3 591 480	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	182 602	369 911	230 844	555 965	420 442
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	3 428 731	5 402 417	8 269 385	5 308 906	5 257 291
Résultat distribué	0	60 002 982	0	0	0
<b>Résultat par action</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	7,35	4,41	6,69	4,36	3,89
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	7,07	4,25	6,51	4,18	3,72
Dividende net attribué à chaque action	0,00	47,21	0,00	0,00	0,00
Avoir fiscal					
<b>Personnel</b>					
Effectif	72	153	0	152	152
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 092 897	7 082 626	8 021 932	8 314 579	8 125 338
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécu. sociale, œuvres sociales,...)	1 615 004	4 174 815	4 438 833	4 418 945	4 219 778

**III. — Affectation du résultat**

Constatant que le résultat de l'exercice 2017 est un bénéfice de 5 257 291,37 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice :

- à la réserve légale pour un montant de 262 864,57 euros
- à titre de dividendes pour un montant de 4 994 426,80 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte que la société a procédé à des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

- par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er août 2014, comme suit :
- constatant qu'il existait un compte « Report à Nouveau » d'un montant de 23 532 977 euros, soit un montant distribuable de 23 532 977 euros, il a été versé la somme de 23 532 977 euros à titre de dividende entre les associés et, conformément aux statuts comme suit :
- au commandité à hauteur de 10%, soit 2 353 297,7 euros
- aux commanditaires à hauteur de 90%, soit 21 179 679,3 euros, correspondant à un dividende de 43.70 euros par action
- constatant que le montant de la « Prime d'émission », réservée aux associés commanditaires conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, était de 64 066 119 euros, il a été versé une distribution exceptionnelle de cette prime aux associés commanditaires, d'un montant de 36 470 288,75 euros, soit un dividende par action de 75,25 euros.
- par l'assemblée générale tenue le 26 février 2018 comme suit : distribution d'une somme de 59 943 967,45 € (soit 42,45 € par action), prélevée à hauteur de 41 910 444,00 € sur le compte « Primes d'apport et de fusion », lequel a ainsi été ramené à 34 320 512 €, et à hauteur de 18 033 523,45 € sur le compte « Autres réserves », lequel a ainsi été ramené à 0 €.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge de 27 133 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

#### IV. — Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

##### 1/ Présentation des comptes

Les comptes individuels de SOMAFI-SOGUAFI ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOMAFI-SOGUAFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

##### 2/ Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2017 sont les suivants :

##### Description du nouvel environnement capitalistique et des principales modifications juridiques intervenues en 2017

###### — Changement de contrôle au 28 mars 2017 et modifications juridiques associées (« Projet Vermeer »)

SOMAFI-SOGUAFI est depuis le 28 mars 2017 filiale de My Money Bank (anciennement GE Money Bank) elle-même filiale de Promontoria MMB, compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus et soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Jusqu'au 28 mars 2017, SOMAFI-SOGUAFI appartenait au groupe américain General Electric « GE », conglomérat international exerçant des activités industrielles et financières.

Elle était une filiale de la société holding française GE Capital SAS-GEC SAS, elle-même filiale de GE Capital International Holding Limited créée en 2015 et soumise à la réglementation bancaire britannique. Cette dernière était une filiale de GE Capital Global Holding LLC soumise à la réglementation bancaire américaine.

Dans le cadre du désengagement de GE, des activités de financement opérées sous « GE Capital », à l'exception de celles liées aux lignes de métiers industriels, un contrat « Share Purchase Agreement » a été signé, le 27 septembre 2016, entre GE Capital SAS-GEC SAS et la société Promontoria France Holding (devenue Promontoria MMB au 28 mars 2017) portant sur la cession de GE Money Bank (à l'exclusion de sa filiale de crédit foncier GE SCF) et des entités de GE Money Outre-Mer, dont SOMAFI-SOGUAFI (« Projet Vermeer »).

La demande de changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de GE Money Outre-Mer, dont SOMAFI, a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne. Le changement de contrôle a été réalisé le 28 mars 2017.

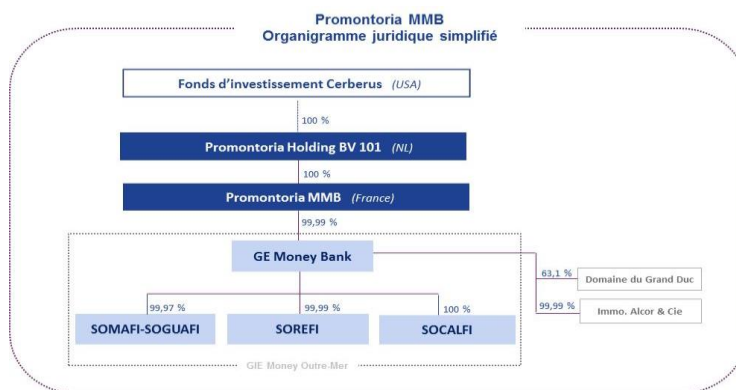
Les autorisations obtenues portaient également sur plusieurs demandes subalternes introduites par l'acquéreur dont la filialisation des entités GE Money Outre-Mer (SOREFI, SOMAFI-SOGUAFI et GE Financement Pacifique) sous GE Money Bank avec un changement de contrôle associé.

Cette opération a été également réalisée en date du 28 mars 2017. Les autres opérations sont présentées au point suivant.

Depuis le 28 mars 2017, My Money Bank est en conséquence la société mère des entités « Outre-Mer », soit les sociétés de financement suivantes :

- Société Réunionnaise de Financement-SOREFI (La Réunion)
- Somafi-Soguafi (Antilles-Guyane)
- Socalfi (Nouvelle Calédonie)

L'organigramme du groupe Promontoria MMB s'établit au 31 décembre 2017 comme suit :



#### — Opérations juridiques liées au changement de contrôle (« Projet Vermeer »)

##### Opérations subséquentes à la demande de changement de contrôle :

Comme exposé ci-avant, le changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de Money Outre-Mer, dont SOMAFI-SOGUAFI, s'est accompagné, outre la filialisation des entités d'Outre-Mer dont SOMAFI-SOGUAFI, des opérations subjacentes suivantes réalisées au 28 mars 2017 :

- Transformation des sociétés en commandite par actions, en sociétés anonymes à conseil d'administration (GE Money Bank, SOREFI, Somafi-Soguafi ; et augmentation de capital corrélatrice en vue de compenser la perte des droits sociaux de l'associé commandité ; ainsi le capital social de SOMAFI a été porté de 19 063 095 euros à 21 181 215 euros ;
- Mise en place d'une nouvelle gouvernance, confirmation des dirigeants effectifs, nomination des nouveaux membres des conseils ;
- Changement de dénomination sociale pour les sociétés GE Money Bank (devenue My Money Bank) et GE Financement Pacifique (devenue Socialfi).

## 2.2 Autres événements marquants intervenus en 2017

#### — Opérations de titrisation de type « ABS » (RubyOne, EmeraldOne, SapphireOne Auto – 2017-1)

Dans le cadre de la mise en place de son dispositif de refinancement post changement de contrôle, la Société participe depuis mars 2017, avec My Money Bank et les autres entités d'Outre-Mer à trois opérations de titrisation (RubyOne, EmeraldOne et SapphireOne Auto-2017-1) :

- RubyOne est une opération de titrisation de créances de prêts et de contrats de location Auto,

Au 31 décembre 2017, la transaction SapphireOne Auto a permis à SOMAFI-SOGUAFI de disposer d'un refinancement d'environ 179 M€ (cent soixante-dix-neuf millions d'Euros) en titres de la tranche Senior (« senior notes »), correspondant à environ 240M€ (deux cent quarante millions d'euros) d'actifs sains titrisés

- EmeraldOne est une opération de titrisation de créances de prêts à la consommation sans affectation, Au 31 décembre 2017, la transaction EmeraldOne a permis à SOMAFI-SOGUAFI de disposer d'un refinancement d'environ 31 M€ (trente et un millions d'Euros) en titres de la tranche Senior (« senior notes »), correspondant à environ 37 M€ (trente-sept millions d'euros) d'actifs sains titrisés.

- SapphireOne Auto 2017-1 est une opération de titrisation publique d'un portefeuille de prêts et de crédits-baux Auto. Au 31 décembre 2017, la transaction RubyOne a permis à SOMAFI-SOGUAFI de disposer d'un refinancement d'environ 11 M€ (onze millions d'Euros) en titres de la tranche Senior (« senior notes »), correspondant à environ 16 M€ (seize millions d'Euros) d'actifs sains titrisés.

La réalisation des trois opérations de titrisation résidant principalement dans l'utilisation des produits de la cession des créances cédées pour rembourser des prêts intra-groupes conclus par la Société avec des sociétés du groupe General Electric, avait pour objectif de réduire l'endettement de la Société et contribuer au financement de l'activité future de la Société indépendamment du groupe General Electric.

## 2.3 Intégration fiscale

Suite au changement de contrôle du 28 mars 2017, la société SOMAFI-SOGUAFI est sortie du périmètre d'intégration fiscale dont GEC S.A.S. est la société mère.

## 3/ Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2017.

## 4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### — Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, le stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

#### — Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

#### — Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du groupe PROMONTORIA MMB, la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé

du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

#### — Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels ;
- le crédit renouvelable.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

#### — Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

#### — Créances douteuses

SOMAFI-SOGUAFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

#### — Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31 décembre 2017, le montant des encours restructurés est de 4 876 372 €.

#### — Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps et en tenant compte de la valeur du bien, soit pour les encours composés de petites créances sur une base statistique.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Particuliers » pour les VAT et pour les prêts personnels.
- Une segmentation « Entreprises » pour les entreprises classiques et pour les entreprises dites Loi Girardin.
- Une segmentation pour le crédit renouvelable.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

#### — Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

#### — Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2017, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

#### — Portefeuille titres

Participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation correspondent aux titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.

Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, leurs cours de bourse et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions pour dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ».

La valeur d'utilité peut notamment être appréciée en tenant compte de projections actualisées de résultat net ou de cash-flow.

#### Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

#### Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agencements et mobilier de bureau</li> <li>- Matériels</li> <li>- Logiciels acquis</li> </ul>	<p>10 ans linéaire</p> <p>de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet</p> <p>- 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché</p> <p>- 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place</p>
--	--

#### Fonds pour risques bancaires généraux

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

#### Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

#### Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires. Un test d'impairment est réalisé à chaque clôture pour valider la cohérence entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'usage, et pour comptabiliser une provision si la valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur nette comptable.

#### Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOMAFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs de ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,45 % contre 1,25% l'année précédente.

**Crédit d'impôt compétitivité emploi**

Un produit à recevoir au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à 9% des rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 208 641 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté en diminution des charges de personnel.

**Impôt sur les bénéfices**

Suite au changement de contrôle du 28 mars 2017, SOMAFI ne fait plus partie du périmètre de la consolidation fiscale mise en place au niveau de la société GE Capital SAS-GEC SAS au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts.

**5/ Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2017.

**6/ Autres informations****Consolidation des comptes**

Les comptes de SOMAFI-SOGUAFI S.A. sont consolidés dans le groupe PROMONTORIA MMB (Tour Europlaza – La Défense 4 – 20, avenue André Prothin 92063 Paris La Défense Cedex) par la méthode de l'intégration globale.

**Contrôle fiscal**

SOMAFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2017.

**Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :**

SOMAFI S.A. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 2 : Produits sur concours à la clientèle

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Revenus des opérations de crédit	15 774 093	30 264 123
Intérêts et produits assimilés	9 402 127	23 053 857
Commissions et produits assimilés	6 371 966	7 210 266
Produits sur opérations de crédit-bail et de Location avec option d'achat	47 219 532	52 079 756
Loyers, indemnités et produits divers	44 457 842	48 686 506
Reprise de provisions		
Plus-values de cessions	2 720 284	3 347 576
Récupérations sur créances amorties	41 406	35 566
Reprise des dépréciations créances douteuses	0	10 109
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-33 089 187	-36 080 888
Dotation aux amortissements	-31 646 441	-35 108 101
Dotation aux provisions		
Moins-values de cessions	-1 442 747	-727 881
Pertes sur créances irrécouvrables		
Dotation des dépréciations créances douteuses	0	-244 906
Produits sur opérations de location simple	1 062 816	1 522 368
Loyers, indemnités et produits divers	967 823	1 406 345
Reprise de provisions		
Plus-values de cessions	89 136	60 581
Récupérations sur créances amorties		
Reprise des dépréciations créances douteuses	5 857	55 442
Charges sur opérations de location simple	-939 309	-1 238 369
Dotation aux amortissements	-909 658	-1 204 988
Dotation aux provisions		
Moins-values de cessions	-29 651	-27 173
Pertes sur créances irrécouvrables		
Dotation des dépréciations créances douteuses	0	-6 208
Commissions sur apporteurs d'affaires	-5 374 671	-4 469 888
Total	24 653 274	42 077 102

Note 3 : Résultat des opérations financières

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Opérations avec les établissements de crédit	-459 331	4 979
Intérêts et produits assimilés	35 025	8 220
Intérêts et charges assimilées	-494 355	-3 241
Opérations avec la clientèle	-8 196 456	-9 921 968
Intérêts et charges assimilées	-8 196 456	-9 921 968
Commissions	-300 561	-386 313
Total	-8 956 348	-10 303 301

Note 4 : Variation nette des dépréciations



<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses *	3 628 395	-467 809
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	-13 902 688	-2 742 070
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	7 391 667	2 447 595
Solde en perte ou en bénéfice	-2 882 626	-762 284

\* y compris provisions sur ITNL

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Gains sur actifs immobilisés	0	3 100
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	3 100
Pertes sur actifs immobilisés	-286 453	0
Immobilisations incorporelles	-286 453	0
Immobilisations corporelles	0	0
Total	-286 453	3 100

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation

— Autres produits d'exploitation

<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Autres produits d'exploitation	7 486 979	3 893 909
Produits accessoires	4 169 160	2 535 809
Autres produits divers	2 979 056	290 728
Reprise Provisions pour charges	338 763	1 067 373
Total	7 486 979	3 893 909

— Autres charges d'exploitation

<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)	0	-7 241
Autres charges diverses		
Provisions pour charges	-540 903	-467 164
Total	-540 903	-474 405

— Charges générales d'exploitation

<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Charges de personnel	-13 055 529	-13 610 807
Frais de personnel	-8 125 338	-8 314 579
Charges de retraite	-795 069	-748 308
Autres charges sociales	-3 424 709	-3 670 637
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-289 970	-321 319
Participation et intéressements des salariés	-420 442	-555 965
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-1 497 920	-1 560 403
Autres frais administratifs	-11 661 357	-10 124 256
Total	-26 214 807	-25 295 467

Effectif moyen

<b>Exercice</b>	<b>Employés</b>	<b>Cadres</b>	<b>Total</b>
2017	113	39	152
2016	113	39	152

Rémunération des organes de direction

Au cours de l'exercice 2017 aucune rémunération n'a été versée par la société aux membres des organes d'administration.

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

<b>Eur</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Au 31.12.16</b>
Impôt exigible de l'exercice	0	-3 591 480
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	-3 591 480

## Note 8 : Opérations avec la clientèle

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Encours sain net	105 322 347	314 325 269
Encours sain	105 322 347	314 325 269
Encours douteux net	4 754 857	5 548 596
Encours douteux	35 228 298	39 753 354
<i>dont compromis</i>	26 947 157	31 405 358
Dépréciation des créances sur la clientèle	-30 473 440	-34 204 759
<i>dont compromis</i>	0	-29 186 193
Total actif	110 077 205	319 873 865

## Passage du bilan social au bilan financier

## Justification de la marge financière

	2017	
	Social	Financier
Encours sains	79 766 563	78 212 695
Immobilisations nettes ou Capital restant dû *	79 248 693	77 713 555
Immobilisation en cours	0	0
Impayés sains	495 427	495 427
I C N E	22 443	3 713
Encours douteux	21 649 500	31 487 478
Capital restant du		9 837 979
Impayés douteux *	21 649 500	21 649 500
I C N E		
Dépréciations de créances douteuses	-19 224 467	-19 419 961
Encours nets	82 191 596	90 280 212
Divers		
Marge financière		-9 872 824
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-4 338 474	-2 516 038
Dépréciation de CRD douteux	-77 375	-115 602
Complément de provisions		0
IS latent		
Participation latente		
Provision pour marge financière négative		
Total	77 775 748	77 775 748

\* Les ITNL ne sont pas compris dans les montants

## Note 8 ter : Détail des dépréciations d'actif

Eur

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	34 204 758	301 123	-3 929 517	30 576 364
<i>dont compromis</i>	50 811	7 570,85	-8 690	49 691
Total	34 204 758	301 123	-3 929 517	30 576 364

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	24 715 462	0	-7 988 290	16 727 171
<i>dont compromis</i>	24 145	5 856,56	-8 693	21 309
Immobilisations	755 690	0	0	755 690
Total	25 471 152	5 857	-7 996 983	17 482 861

Location simple	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	2 618 913	0	-1 013 158	1 605 755
<i>dont compromis</i>	124	0		124
Immobilisations	0			0
Total	2 618 912	0	-1 013 158	1 605 755

## — Autre dépréciation d'actif

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Provision débiteurs divers Apporteurs	51 478			51 478
Provision fonds de commerce	0			0

Total	51 478	0	0	51 478
-------	--------	---	---	--------

## Note 9 : Immobilisations

	Valeur nette Au 31.12.16	Valeur brute Au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute Au 31.12.17	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.17	Valeur nette Au 31.12.17
<b>Immobilisations incorporelles</b>	73 448	382 544	13 668	396 212	321 754	74 458
- Exploitation	73 448	382 544	13 668	396 212	-321 754	74 458
<b>Immobilisations corporelles</b>	687 657	3 895 175	71 993	3 967 168	-3 424 834	542 334
- Exploitation	687 657	3 895 175	71 993	3 967 168	-3 424 834	542 334
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	1 526 245	1 526 245	-1 526 245	0	0	0
- Titres de participation	1 526 245	1 526 245	-1 526 245	0	0	0

## Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

Eur	Dettes et créances rattachées (1)		Autres éléments non ventilables (2)		Moins de trois mois (3)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
<b>Actif</b>								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	28 478 802	748 972			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	411 339	1 097 587	9 131 477	25 608 468	6 954 789	24 123 665	28 404 808	76 907 435
<b>Passif</b>								
Dettes envers les établissements de crédit			48 350 539	885 452			-	-
Comptes créditeurs de la clientèle (4)	0	302 942	2 920 798	7 415 812	0	12 000 000	274 486	77 600 000
Emprunts subordonnés	0	0	-	-			-	-

(1) Les "Créances sur la clientèle non éligibles au refinancements" correspond aux ICNE

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(3) Y compris les comptes à vue.

(4) NB : Les infos disponibles en 2017 sont à : -2 ans/ 2 à 5 ans / + 5 ans

Eur	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
<b>Actif</b>						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	28 478 802	748 972
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	58 762 713	203 009 048	6 410 046	7 079 157	110 075 173	337 825 361
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	48 350 539	885 452
Comptes créditeurs de la clientèle (4)	39 118 435	174 000 000	17 041 438	0	59 355 156	271 318 754
Emprunts subordonnés	-	-	0	0	0	0

(1) Les "Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement s" correspond aux ICNE

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(3) Y compris les comptes à vue.

(4) NB : Les infos disponibles en 2017 sont à : -2 ans/ 2 à 5 ans / + 5 ans

## Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

	Au 31.12.17		Au 31.12.16	
	Total	dont entreprises liées (1)	Total	dont entreprises liées (1)
<b>Actif</b>				
Créances sur les établissements de crédit	28 478 802	0	748 972	19 097
Créances sur la clientèle	110 077 205		337 825 361	
Autres actifs	6 546 079		4 505 045	
Comptes de régularisation	3 330 839		1 164 856	
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	53 285		885 452	
Comptes créditeurs de la clientèle	60 077 647	57 156 849	271 318 754	125 147 815
Autres passifs	15 962 025		16 245 917	
Comptes de régularisation	8 736 416		7 085 920	
<b>Hors bilan</b>				
Engagements reçus	797 125		1 016 125	
Engagements donnés	1 630 464		703 573	

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

## Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	74 854 895	75 500 460	1 561 147	2 181 545

- Dépréciations des Immobilisations	-755 690	-755 690	0	0
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	37 764 374	7 164 798	114 993	344 643
Loyers courus non échus	0	0	0	0
Total	111 863 580	81 909 568	1 676 141	2 526 188

**(1) Immobilisations**

Eur	Valeur nette au 31.12.16	Valeur brute au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute au 31.12.17	Amortissements cumulés au 31.12.17	Valeur nette au 31.12.17
Crédit-bail	75 500 460	181 281 469	-11 324 980	169 956 489	-95 101 594	74 854 895
Location simple	2 181 545	6 962 131	-1 277 974	5 684 158	-4 123 010	1 561 147

**(2) Comptes débiteurs de la clientèle (factures impayées)**

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Créances saines nettes	1 099 009	4 204 230	(28 564)	129 692
Créances douteuses nettes	36 665 365	2 960 568	143 557	214 950
Créances douteuses	19 938 194	27 676 030	1 749 395	2 833 863
Dépréciation des créances	16 727 171	-24 715 462	-1 605 837	-2 618 913
Total	37 764 374	7 164 798	114 993	375 348

Note 13 : Autres actifs et autres passifs

**— Autres actifs**

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts et cautions versées	1 985 286	185 902
Personnel	-345 777	82 174
Etat & collectivités publiques IS	3 972 087	3 801 561
Etat & collectivités publiques TVA	1 096 686	252 338
Fournisseurs Débiteurs	-12 344	37 543
Divers	19 475	145 528
Total	6 715 413	4 505 045

**— Autres passifs**

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts de garantie reçus sur location	0	0
Etat et collectivités publiques IS	245 944	4 058 345
Fournisseurs :		
- Assurances et entretien	6 849 114	7 985 343
- Apporteurs et partenaires		
Organismes sociaux & Personnel	7 460 709	3 533 991
Participation des salariés	408 000	386 480
Divers (dont dividendes à verser)	143 983	281 760
Total	15 107 751	16 245 917

Note 14 : Comptes de régularisation

Eur

Actif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Valeurs reçues à l'encaissement		
Charges constatées d'avance sur opérations financières sur opérations de gestion	495 178	103 934
Apporteurs brut	0	0
Autres charges à répartir		
Divers	987 619	1 060 922
Total	1 482 797	1 164 856
Passif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Produits constatés d'avance sur opérations financières	4 338 474	4 506 877
Charges à payer		
Fournisseurs	3 039 078	2 593 693
Personnel		

Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	-1 358 864	-14 650
Total	6 018 687	7 085 920

Note 15 : Détail des principales provisions

**Provisions inscrites au passif**

Provisions au passif	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Provisions non bancaires				
Provisions pour charges *	2 748 757	315 697	-338 763	2 725 691
Provisions pour risques	7 249 711	0,00	-7 249 711	0
Provisions bancaires				
Impayés	0			0
Provision Passive	7 464 649	731 717	-8 123 384	72 983
Total	17 463 117	1 047 414	-15 711 858	2 798 673

\* Les provisions pour charges comprennent :

La provision pour médaille du travail pour 478332 €

La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 818630 €

Ces 2 dernières provisions sont déterminées par un cabinet d'actuaire extérieur "Mercer" selon les règles comptables en vigueur.

Ces provisions sont actualisées annuellement.

Note 16 : Dettes subordonnées

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Emprunt GEC SAS à durée indéterminée	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	0	0

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

(En milliers d'euros)		Capital	Reserve légale	Reserve générale	Report à nouveau	Primes de fusion et d'apport	Résultat	Total des capitaux propres
	Ouverture après affectation du résultat de 2013	7 270	861	0	2	34 321	0	92 303
2014	Augmentation de capital	11 793				44 029		
	Résultat de l'année 2014						5 402	
	Capitaux propres avant affectation	19 063	861	0	2	78 349	5 402	103 678
	Affectation du résultat 2014				5 402		-5 402	
	<b>Capitaux propres après affectation</b>	19 063	861	0	5 405	78 349	0	103 678
2015	Résultat de l'année 2015						8 269	
	Capitaux propres avant affectation	19 063	861	0	5 405	78 349	8 269	111 947
	Affectation du résultat 2015		684		7 585		-8 269	
	<b>Capitaux propres après affectation</b>	19 063	1 545	0	12 990	78 349	0	111 947
2016	Résultat de l'année 2016						5 309	
	Capitaux propres avant affectation	19 063	1 545	0	12 990	78 349	5 309	117 255
	Affectation du résultat 2016				5 309		-5 309	
	<b>Capitaux propres après affectation</b>	19 063	1 545	0	18 298	78 349	0	117 255
2017	Augmentation de capital	2 118				16 181		
	Résultat de l'année 2017						5 257	
	Capitaux propres avant affectation	21 181	1 545	0	0	94 530	5 257	117 256
	<b>Affectation du résultat 2017</b>		263		4 994		-5 257	0
	Capitaux propres après affectation	21 181	1 808	0	4 994	94 530	0	122 513

(En milliers d'euros)	Dividende	Valeur nominale des actions	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions
Ouverture après affectation du résultat de 2013		15	484 655	190	
Augmentation de capital					
Résultat de l'année 2014					
Capitaux propres avant affectation		15	1 270 873	82	
Affectation du résultat 2014					0,00
<b>Capitaux propres après affectation</b>		15	1 270 873	82	
Résultat de l'année 2015					
Capitaux propres avant affectation		15	1 270 873	88	
Affectation du résultat 2015					0,01
<b>Capitaux propres après affectation</b>		15	1 270 873	88	
Résultat de l'année 2016					
Capitaux propres avant affectation		15	1 270 873	92	
Affectation du résultat 2016					0,00
<b>Capitaux propres après affectation</b>		15	1 270 873	92	

Augmentation de capital					
Résultat de l'année 2017					
Capitaux propres avant affectation		15,00	1 412 081	83	0
Affectation du résultat 2017					
Capitaux propres après affectation		15	1 412 081	87	

**Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2017**

Nombre de titres	Nature	Au 31.12.16	Acquisition	Cession	Au 31.12.17	Dont plus-value de réévaluation
36750	I - Titres de participation					
	Actions SOMAFI	1 526 245	0	1 526 245	0	
	Total titres de participation	1 526 245	0		0	
	Total titres de filiales					
	Titres de placement et de participation dont la valeur est inférieure à 15 000 Eur par valeur				0	
	Total général	1 526 245	0	1 526 245	0	

Quote part dans le capital = Taux 14,84 %

**Immobilisations au 31 décembre 2017**

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs comptables nettes comptables
	Valeurs brutes début exercice	Mouvements 2017		Valeurs brutes fin d'exercice	Montant début exercice	Mouvements 2017		Montants fin d'exercice	
		Acquisitions	Cessions			Dotations	Cessions		
Crédit bail / LOA	181 281 469	33 089 187	44 414 167	169 956 489	105 781 009	31 646 441	42 325 856	95 101 594	74 854 895
Location simple	6 962 131	1 062 816	2 340 790	5 684 158	4 780 587	909 658	1 567 234	4 123 010	1 561 147
Biens loués	188 243 601	34 152 003	46 754 957	175 640 647	110 561 596	32 556 098	43 893 090	99 224 604	76 416 043
Droit d'entrée	0			0					0
Autres éléments du fonds commercial	80 000			80 000	10 000	10 000		20 000	60 000
Programmes informatiques	302 544	13 668		316 213	296 263	2 658		298 921	17 292
Immob incorporelles	382 544	13 668	0	396 213	306 263	12 658	0	318 921	77 292
Terrains	0			0					0
Bureaux (immeuble)	0			0	0			0	0
Matériel et outillage	1 501 103	63 184		1 564 287	1 315 520	100 410		1 415 930	148 357
Agencets instal bureau	2 394 072	8 809	0	2 402 881	1 892 198	116 906	0	2 009 104	393 777
Immob corporelles	3 895 174	71 993	0	3 967 167	3 207 718	217 316	0	3 425 034	542 134
Immob d'exploitation	4 277 719	85 661	0	4 363 380	3 513 980	229 974	0	3 743 955	619 426
Terrain	0		0	0					0
Constructions	0		0	0	0	0	0	0	0
Agencets & mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immob hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total biens propres	4 277 719	85 661	0	4 363 380	3 513 980	229 974	0	3 743 955	619 426

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Assemblée générale de SOMAFI-SOGUAFI S.A.,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOMAFI-SOGUAFI S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**- Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

**- Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients**

Votre société constitue des dépréciations spécifiques destinées à couvrir les risques inhérents à ses activités comme présenté dans la note 4 de l'annexe aux comptes sociaux.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 27 avril 2018

**KPMG Audit**  
*Département de KPMG S.A.*

Fabrice Odent  
*Associé*

**VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au Siège social de la société.